

Déclaration de Nairobi pour l'efficacité du développement

Nous, cinquante leaders et représentants de la société civile de l'ensemble des régions du monde – Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et de leurs sous-régions – provenant d'organisations religieuses, féministes, syndicalistes, du secteur rural et d'organisations de la société civile internationale, réunis à Nairobi (Kenya) les 8 et 9 décembre 2012, lançons ce jour la Plate-forme des OSC pour l'efficacité du développement.

Le document suivant présente notre vision, notre mission, nos principes et nos objectifs communs, ainsi que les principales décisions que nous avons prises lors des deux derniers jours. Il guidera notre travail et constituera la base du nouveau Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), qui voit le jour ce 9 décembre 2012, à Nairobi (Kenya).

A. La nécessité d'une nouvelle approche du développement : le contexte actuel

1. La mondialisation effrénée et la croissance économique orientée sur les bénéfices s'abattent sur les personnes vivant dans la pauvreté et sur la planète. Elles ont exacerbé les inégalités à tous les niveaux – dans les régions, les pays et les communautés, entre hommes et femmes – et ont déclenché de multiples crises, de nature alimentaire, énergétique, financière et climatique, qui demeurent non résolues. 1,4 milliard de personnes, dont 70 % de femmes et de jeunes filles, continuent de vivre dans l'extrême pauvreté. À l'échelle internationale, le fossé des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser, alors que trente (30) pour cent des richesses et des ressources mondiales se trouvent aux mains de 0,5 % de la population. La « géographie de la pauvreté » connaît également une transformation, la plupart des pauvres du monde vivant désormais dans des pays à revenu intermédiaire.

2. Les objectifs de développement internationalement reconnus (IADG, en anglais),¹ qui visaient à s'attaquer à ces disparités, ne seront pas atteints en raison d'un accent continu sur la croissance économique comme moteur du développement. Il existe désormais un solide consensus fort sur l'idée selon laquelle la croissance économique n'engendre pas nécessairement une amélioration du développement humain et la durabilité. Il est essentiel de disposer d'engagements et d'un leadership politiques au niveau national et mondial, afin d'adopter et de mettre en œuvre des approches alternatives durables du développement. Cependant, les budgets d'aide reculent. En de nombreux endroits, les voix de la société civile sont passées sous silence. Les déclarations politiques demeurent de vaines promesses, sans aucun engagement ou prise de responsabilité en lien avec les droits et les besoins de la majorité de la population mondiale. Le multilatéralisme fait l'objet d'une redéfinition, alors qu'on assiste à l'émergence du régionalisme.

3. Les organisations de la société civile (OSC), en leur qualité d'acteur indépendant du développement de plein droit, se sont engagées, depuis plusieurs années, à promouvoir ces alternatives durables, ainsi qu'une approche du développement fondée sur les droits humains. Depuis 2007, avant même la tenue du troisième

¹ Les IADG sont un ensemble d'objectifs spécifiques, dont plusieurs sont assortis de dates-butoir concrètes, qui composent l'agenda des Nations Unies en matière de développement. Ils résument les principaux engagements pris lors des sommets mondiaux des Nations Unies qui se sont tenus depuis 1990 sur les différents aspects des défis mondiaux liés au développement. Certains de ces engagements ont été intégrés à la *Déclaration du millénaire*, adoptée par l'ensemble des gouvernements lors du Sommet du millénaire de l'ONU, en 2000. Bien que les objectifs de développement internationalement reconnus incluent les huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) spécifiques, ils constituent un ensemble d'objectifs plus large. Les IADG incluent les défis liés à la croissance économique au niveau national, le progrès social équitable, le travail décent, le développement durable, les droits humains (y compris les droits des femmes, des enfants et des populations autochtones), la gouvernance économique équitable mondiale, le commerce équitable, l'annulation de la dette et les droits des migrants. Extrait de *Synthesis of Findings and Recommendations*, Groupe consultatif sur la société civile et l'efficacité de l'aide, août 2008, p. 3, et *Projet de Cadre international pour l'efficacité de la contribution des OSC au développement*, Version 2, novembre 2010.

Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-3) et la signature du Programme d'action d'Accra (PAA), les OSC avaient exigé que les droits humains, les droits des femmes et l'égalité des genres, le travail décent, la durabilité environnementale et l'appropriation démocratique soient placés au cœur des conclusions de tout Forum de haut niveau ultérieur. C'est dans cette optique que nous nous sommes rendus au FHN-4 de Busan (Corée du Sud), auquel les OSC ont participé de manière formelle, y compris autour de la table des négociations.

4. Nous reconnaissons que le FHN-4 et le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) marquent le début d'une ère nouvelle dans l'effort mondial visant à faire progresser les droits et les besoins des personnes en matière de développement. De nouveaux acteurs, qui comprenaient des principaux pays émergents clés et le secteur privé, ont participé pour la première fois à ce processus. De même, les discussions ont dépassé les modalités traditionnelles de la coopération au développement, incorporant ainsi la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le rôle du secteur privé, les parlementaires et les gouvernements locaux dans le développement, le financement de la lutte contre le changement climatique et l'approbation des Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC (les « Principes d'Istanbul »). Le Partenariat de Busan a servi d'inspiration pour passer d'un modèle dicté par les donateurs du Nord à un nouveau cadre international, qui tient davantage compte de la diversité des nouveaux acteurs, ainsi que de la profondeur des nouvelles questions liées à l'agenda mondial en matière de coopération au développement.

5. Nous prenons également note de l'espace accru et formalisé gagné par la société civile lors du FHN-4 et des processus ultérieurs en lien avec la coopération au service d'un développement efficace. Nous reconnaissons que les changements apportés à la portée et aux modalités d'adhésion au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement généreront des opportunités.

6. Néanmoins, la société civile se montre également critique vis-à-vis de plusieurs aspects du Partenariat de Busan. Nous sommes préoccupés que le PMCED considère le secteur privé et la croissance comme les moteurs du développement. Le Partenariat de Busan évoque à peine les droits humains en tant que base du développement ; il ne traite que de manière faible et instrumentale les droits des femmes, la durabilité environnementale et l'agenda en matière de travail décent. Nous pensons également qu'il ne répond pas de façon adaptée à l'échec de donateurs à mettre pleinement en œuvre les engagements contractés en vertu de la Déclaration de Paris et du PAA. Nous sommes également fortement préoccupés par le fait que l'engagement en faveur d'un environnement propice pour la société civile ne se traduise par aucun cadre en matière de responsabilité permettant de contrer les attaques actuelles des gouvernements à l'encontre des OSC, de la démocratie et de nos libertés et droits fondamentaux. Enfin, nous demeurons inquiets de l'absence d'engagement des pays partenaires du Sud dans le partenariat, au fil de l'évolution du processus.

B. La nécessité d'une nouvelle structure mondiale axée sur les pays pour les OSC

Qui sommes-nous ?

7. Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement² (POED) est une plate-forme ouverte qui rassemble des OSC du monde entier sur la question de l'efficacité du développement, notamment dans le contexte du Partenariat de Busan et du PMCED. Le POED est ouvert à la participation de toutes les OSC approuvant sa

²L'efficacité du développement encourage les changements durables, dans un cadre démocratique, qui traitent aussi bien les causes que les symptômes de la pauvreté, de l'inégalité et de la marginalisation, par le biais d'instruments, de politiques et d'acteurs divers et complémentaires. L'efficacité du développement en lien avec l'aide est comprise comme les politiques et les pratiques des acteurs du développement renforçant l'impact de l'aide et de la coopération au développement sur les capacités des populations pauvres et marginalisées à réaliser leurs droits et à atteindre les objectifs de développement internationalement reconnus (IADG). Les conditions de réalisation des objectifs en termes d'efficacité du développement doivent inclure des engagements mesurables afin d'améliorer l'efficacité de l'aide.

vision, ses objectifs ainsi que les messages-clés et les propositions des OSC en vue de Busan,³ partageant ses objectifs et adhérant aux Principes d'Istanbul. Le POED est une plate-forme ouverte à la richesse et à la diversité des OSC du monde entier.

Notre vision

8. Nous imaginons un monde où le respect des droits humains, la démocratie participative, la durabilité et la justice sociales et environnementales, le travail décent et le changement durable seraient concrétisés.

Notre mission

9. Afin de promouvoir l'efficacité du développement dans tous les domaines d'activité, qu'il s'agisse de notre activité ou de celle des autres, y compris via un engagement actif par le biais du PMCED, nous suivrons une approche fondée sur les droits humains.

10. Afin de développer une base solide pour la participation des OSC à la création et la réalisation de notre vision, de notre mission et de nos objectifs pour le développement, le POED s'efforcera tout particulièrement de soutenir la société civile à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale, ainsi qu'au niveau des différents secteurs, en combinant ceci à un travail coordonné à l'échelle régionale et mondiale en matière d'efficacité du développement.

11. Pour réaliser cette vision, nous devons également nous attaquer à l'exclusion et à l'oppression, et éliminer les structures de pouvoir qui entretiennent l'injustice.

12. Nous nous engageons donc en faveur de mécanismes et d'approches fondés sur la justice sociale, afin de contester les structures de pouvoir inégales, notamment en ce qui concerne les femmes (en recherchant, par exemple, une approche féministe), afin de parvenir à l'émancipation des personnes et des communautés exclues.

Nos valeurs et nos principes

13. Pour atteindre cet objectif, nous adhérerons, dans notre travail conjoint, aux valeurs suivantes : respect mutuel et égalité des genres ; responsabilité envers nos membres et nos pairs ; transparence de l'ensemble de nos actions et décisions.

14. Nous nous conformerons aux Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC et au document *Les OSC en route pour Busan : messages-clés et proposition des OSC*.

Nos objectifs : ce que nous espérons accomplir et pourquoi

15. Afin de concrétiser notre vision commune, nous nous engageons à travailler en partenariat, à l'échelle mondiale, en ce qui concerne l'efficacité du développement et le PMCED, pour réaliser les objectifs suivants :

- Chercher à atteindre et plaider en faveur d'un programme évolutif pour le développement et la coopération au développement, inspiré de nos principes directeurs et d'une approche du développement fondée sur les droits humains, donnant la priorité à l'égalité des genres, au travail décent, à la durabilité environnementale, ainsi qu'à la dignité, la justice et l'amélioration des moyens de subsistance pour l'ensemble des personnes vivant dans la pauvreté, y compris les plus marginalisées, les victimes de violence, et celles souffrant de handicaps, et sur la pleine concrétisation des droits humains pour toutes et tous ;
- Protéger et renforcer les avancées politiques accomplies à Paris, Accra et Busan, et annuler toute clause

³Les OSC en route pour Busan : messages-clés et propositions des OSC, avril 2011, <http://www.betteraid.org/fr/options-politiques-de-betteraid/politique-de-betteraid/documents-de-prise-de-position/447.html>

préjudiciable continuant de guider ces trois agendas ;

- Continuer de plaider en faveur de l'efficacité du développement dans les pratiques et les politiques de coopération au développement, notamment en ce qui concerne la responsabilité des gouvernements en lien avec l'agenda plus large de l'efficacité du développement, les IADG et le public ;
- Travailler continuellement pour améliorer notre propre efficacité et réaliser un environnement propice pour la société civile, en sa qualité d'acteur indépendant du développement de plein droit.

16. Ces objectifs sont inspirés de nos *messages-clés et propositions pour Busan*, y compris des revendications formulées avant le forum de Busan par les organisations de femmes⁴, les syndicats⁵, et les organisations religieuses⁶, des Principes d'Istanbul, du Cadre international de Siem Reap et des évaluations antérieures des engagements de Paris, d'Accra et de Busan.

17. Outre la définition de la vision, de la mission, des principes et des objectifs communs précédemment mentionnés, nous avons tenu la première réunion du Conseil mondial, en basant nos contributions sur un large éventail de consultations tenues dans l'ensemble des régions et des secteurs, et avons décidé des structures et des méthodes de travail qui guideront notre travail :

- Nous avons élu les quatre co-présidents du Conseil mondial : Emele Duituturaga (Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations), Mayra Moro-Coco (Association for Women's Rights in Development), Richard Ssewakiryanga (Uganda NGO Forum) et Tony Tujan (IBON). Le Conseil mondial représente l'organe de prise de décisions ultime de la Plate-forme des OSC pour l'efficacité du développement ;
- Nous avons désigné les représentants des différents secteurs au Comité de coordination. Le Comité de coordination, en collaboration avec le Conseil mondial, supervise le travail du POED ; il se compose de membres du Conseil mondial.
- Nous avons convenu que le Secrétariat devrait être hébergé par IBON.
- Nous avons décidé de mandater le Comité de coordination pour qu'il finalise le document constitutif du POED, qui comprend des éléments liés à nos déclarations finales, les fondements de notre approche, nos méthodes de travail à l'échelle nationale, sous-régionale, régionale, sectorielle et internationale, ainsi que nos statuts. Ces derniers abordent l'ensemble des éléments liés à notre structure de gouvernance.
- Nos plans d'action porteront en priorité sur les domaines suivants :
 - Efficacité du développement des OSC
 - Environnement propice pour les OSC
 - Approche fondée sur les droits humains
- Nous avons également discuté de nos stratégies en ce qui concerne nos activités dans les domaines suivants :
 - Le Comité d'assistance au développement
 - Le Forum des Nations Unies pour la coopération au développement
 - Les cadres post-OMD et de développement durable
 - Les Building Blocks
 - Le secteur privé

⁴Exigences clés des organisations des droits des femmes et de l'égalité de genre au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Busan (Corée) 2011) et au Forum pour la coopération au développement (2012), <http://www.awid.org/Library/Key-Demands-from-Women-s-Rights-Organizations-and-Gender-Equality-Advocates-To-the-Fourth-High-Level-Forum-on-Aid-Effectiveness-Busan-Korea-2011-and-the-Development-Cooperation-Forum-2012>

⁵Towards a Comprehensive Paradigm for Decent Work and Development Effectiveness http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Trade_union_positions_Busan_Executive_summary_FINAL.pdf

⁶The enabling environment for Civil Society is shrinking, http://www.actalliance.org/resources/publications/Policy-Brief_March2011_Enabling-environment-in-Aid-Effectiveness

- La coopération Sud-Sud
 - L'application d'une approche féministe et de la justice sociale.
- Nous avons commencé à développer une stratégie qui apporte une cohérence à ces flux de travail, en ce qui concerne notre engagement en faveur de l'efficacité du développement et avec le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.
- Nous avons reconnu et apprécié le travail mené par BetterAid et le Forum ouvert sur l'efficacité du développement des OSC ces quatre dernières années, et convenu que le POED agirait comme leur successeur.
- Nous avons décidé d'étendre notre collaboration avec un plus grand nombre d'organisations et de secteurs.
- Enfin, nous avons convenu que le Conseil mondial se réunirait dans un an à compter de la date d'aujourd'hui.

18. Grâce à ce partenariat, la société civile du monde entier s'engage en faveur d'un développement efficace, pour un monde plus juste et plus équitable.

Le Conseil mondial du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement

9 décembre, 2012 – Nairobi (Kenya)

Liste des organisations membres du Conseil mondial

Ces organisations ont été sélectionnées et sont représentées par les groupes régionaux, sous-régionaux et sectoriels.

Afrique

ActionAid Zambia

Collectif des ONG pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural (COSADER)

Institute for Democratic Governance (IDEG)

Réseau des plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)

Uganda National NGO Forum (UNNGOF)

Asie-Pacifique

IBON International

Indonesia Country Coordinating Committee

Forum coréen de la société civile sur la coopération internationale au développement (KoFID)

NGO Jahon

Pacific Islands Association of Non-Governmental Organizations (PIANGO)

Roots for Equity

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND)

Espace Associatif

Réseau des organisations non-gouvernementales palestiniennes (PNGO)

Europe

Civil Society Institute

Kepa

Trocaire

Amérique latine et Caraïbes

Alianza ONG

Asociación Nacional de Centros (ANC)

Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción al Desarrollo A.C. (ALOP)

Red Encuentro

Amérique du Nord

Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)

Organisations de la société civile internationale

ActionAid

World Vision

Syndicats

Confédération syndicale internationale (CSI)

Secteur rural

CONAPACH Chile

Eastern and Southern Africa Farmers Forum (ESAFF)

Indigenous People's Action Group

Peoples' Coalition on Food Sovereignty (PCFS)

Femmes

Réseau du développement et de la communication des femmes africaines (FEMNET)

Articulación Feminista

Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD)

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Coordinadora de la Mujer

Forum des ONG de femmes du Kyrgyzstan

NETRIGHT

Women in Development Europe+ (WIDE+)

Organisations religieuses

ACT Alliance/Finn Church Aid

Conférence des Églises de toute l'Afrique

Caritas International

Fédération luthérienne mondiale

